



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté de prescriptions complémentaires  
portant modification de l'autorisation dont bénéficie la société ESKA pour les installations  
qu'elle exploite sur la commune de CHALON-SUR-SAÔNE**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

*N° DCL-BRENV-2022-356-3*

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées (ICPE) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial)

**VU** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), [...] 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°76-I45 en date du 17 juin 1976 délivré à la SA CLEMENDOT ROUTABOULE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône ;

**VU** les actes n°95/2081/2-2, n°08-05125, n°09-01862, n°2014115-0005 en date respectivement des 30 août 1995, 13 octobre 2008, 6 mai 2009 et 25 avril 2014 délivrés à la SAS PURFER portant agrément « centre VHU » pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2013345-0006 du 11 décembre 2013 demandant l'actualisation de l'étude d'impact et de l'étude de danger dans un délai de 6 mois à partir de la date de notification de cet arrêté ;

**VU** l'arrêté de changement d'exploitant n° DLPE/BENV-2016-179-2 du 27 juin 2016 concernant les installations de récupération et de stockage de métaux et véhicules hors d'usage situées 20 rue Paul Sabatier, au profit de la SAS ESKA dont le siège est situé 56 rue de Metz 51 130 JOUY-AUX-ARCHES ;

**VU** l'arrêté de prescriptions complémentaires n° DLPE/BENV-2016-214-3 du 1<sup>er</sup> août 2016 d'agrément « Centre VHU » délivré à la SAS ESKA dont le siège est situé 56 rue de Metz 51 130 JOUY-AUX-ARCHES ;

**VU** le dossier de mise à jour des études d'impacts et de dangers déposé en préfecture le 27 juillet 2015 et complété le 28 octobre 2015 par la SAS PURFER dont le siège social est situé RD 147 – quartier de la gare – 69 780 Saint-Pierre-de-Chandieu en vue de mettre à jour l'autorisation d'exploiter une installation de récupération de stockage de métaux sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône à l'adresse 20 rue Paul Sabatier ;

**VU** le dossier de porter à connaissance relatif au transfert de l'activité de cisailage du site de Saint-Marcel vers le site de Chalon sur Saône déposé le 6 décembre 2016 en préfecture ;

**VU** le courrier du préfet de Saône-et-Loire informant l'exploitant que les modifications envisagées dans le dossier de porter à connaissance du 6 décembre 2016 susvisé ne sont pas substantielles ;

**VU** le rapport du 7 décembre 2022 de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 02 novembre 2022 ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant par courrier du 14 décembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le tableau des rubriques et des activités autorisées nécessitent d'être mis à jour au regard des différentes modifications intervenues depuis l'autorisation donnée par arrêté préfectoral du 17 juin 1976 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de fixer les paramètres et valeurs limites de rejets de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION**

La société SAS ESKA dont le siège social est situé 56 rue de Metz, 51 130 ARS-SUR-MOSELLE, autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône, au 20 rue Paul Sabatier, des installations de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux et dangereux, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté en plus de celles des actes antérieurs non abrogés.

## ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2718-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques <a href="#">2710</a> , <a href="#">2711</a> , <a href="#">2712</a> , <a href="#">2717</a> , <a href="#">2719</a> , <a href="#">2792</a> et <a href="#">2793</a> . La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t [...]	Transit et regroupement de batteries et de pièces métalliques « grasses »  <b>quantité maximale de 50 tonne</b>	A
2791-1	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques <a href="#">2515</a> , <a href="#">2711</a> , <a href="#">2713</a> , <a href="#">2714</a> , <a href="#">2716</a> , <a href="#">2720</a> , <a href="#">2760</a> , <a href="#">2771</a> , <a href="#">2780</a> , <a href="#">2781</a> , <a href="#">2782</a> , <a href="#">2794</a> , <a href="#">2795</a> et <a href="#">2971</a> . La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Installation de compactage de métaux : 9,5 tonne/jour Installation mobile de cisailage de métaux et déchets de métaux : 60 tonnes/jour <b>Total : 69,5 tonnes/jour</b>	A
2712-1a	<b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage</b> , à l'exclusion des installations visées à la rubrique <a href="#">2719</a> 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	<b>525 m<sup>2</sup></b>	E
2713-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	<b>6 500 m<sup>2</sup></b>	E
2710-1b	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b> , à l'exclusion des installations visées à la rubrique <a href="#">2719</a> 1. Collecte de déchets dangereux : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Collecte de déchets de batteries : <b>1 tonne</b>	DC
2711-2	<b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques</b> , à l'exclusion des installations visées par la rubrique <a href="#">2719</a> Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Transit, regroupement et tri de D3E de type GEM F, GEM HF, écrans, PAM, matériels informatiques <b>pour un volume de 900 m<sup>3</sup></b>	DC
2714-2	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de déchets de bois, plastiques, papiers/cartons <b>pour un volume de 300 m<sup>3</sup></b>	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 2.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Surface (m <sup>2</sup> )
CHALON-SUR-SAÔNE	34 , 43 , 47 et 96 de la section AH	19 019

Les installations citées à l'article 1.2.2 ci-dessous sont reportées avec leurs références sur le plan de masse de l'établissement en annexe 1 du présent arrêté.

### ARTICLE 2.3 – Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé comme indiqué en annexe 1 au présent arrêté.

Les surfaces extérieures sont affectées de la façon suivante :

- Aire stabilisée pour le stationnement des véhicules du personnel et des visiteurs / Aires de stockage de bennes (2 085 m<sup>2</sup>),
- Aire bétonnée « 1 » dédiée à la circulation et au stationnement des véhicules, à l'entreposage de déchets et aux activités annexes et connexes (9 500 m<sup>2</sup>),
- Aire bétonnée « 2 » dédiée à la circulation des véhicules, à l'entreposage de déchets (4 000 m<sup>2</sup>) et au poste de cisailage.

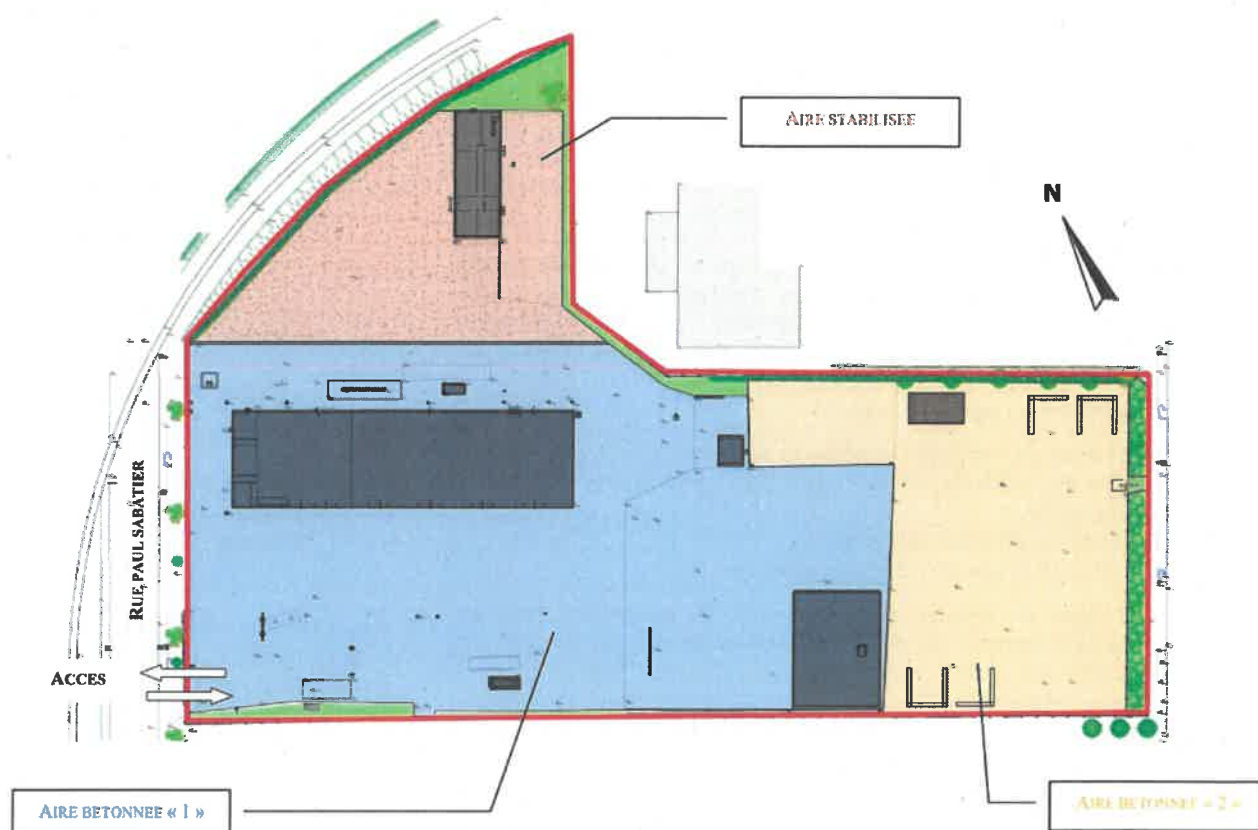


Figure 2 : Affectation des surfaces extérieures et accès

## ARTICLE 3 : REJETS AQUEUX

### ARTICLE 3.1 – Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées (toitures) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries + extinction incendie) ;
- les eaux domestiques ;
- les eaux industrielles (lavage de la partie extérieure des véhicules de collecte de déchets non dangereux).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP 1
Nature des effluents	Eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées (toitures) + Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries + extinction incendie)
Exutoire du rejet	Réseau eau pluvial communal « Rue SABATIER »
Traitement avant rejet	Décanteur / Séparateur hydrocarbure avec obturateur automatique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Canal du centre
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP 2
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries + extinction incendie)
Exutoire du rejet	Réseau eau pluvial communal « Rue Pierré COT »
Traitement avant rejet	Décanteur / Séparateur hydrocarbure avec obturateur automatique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Canal du centre
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EU 1
Nature des effluents	Eaux domestiques + Eaux industrielles
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement communal
Station de traitement collective	Station d'épuration Saoneor
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet interne à l'établissement	N° : EU 1b
Nature des effluents	Eaux provenant de l'installation de lavage
Exutoire du rejet	réseau eaux usées de l'établissement
Traitement avant rejet	Aucun

Le schéma de principe des réseaux est présent sur le plan de masse en annexe 1 au présent arrêté.

### ARTICLE 3.2 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

#### Article 3.2.1 – généralités

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

### *Article 3.2.2 – aménagement des points de prélèvements, et section de mesure*

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### *Article 3.2.3 – étude technico-économique relative au rejet EP 1 et à la séparation eaux pluviales susceptibles d'être polluées des eaux exclusivement pluviales.*

Les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées de toitures rejoignent actuellement les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries + extinction incendie) de l'aire bétonnée 1, avant traitement par séparateur d'hydrocarbure, de sorte que les prélèvements sont réalisés sur des flux en mélange eaux exclusivement pluviales/eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

L'exploitant remettra une étude technico-économique dans un délai de 12 mois relative aux possibilités de raccordement des eaux exclusivement pluviales de toiture après le séparateur d'hydrocarbures et le dispositif de prélèvement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de l'aire bétonnée n°1 ; mais avant la vanne de barrage.

## **ARTICLE 3.3 – Valeurs limites d'émission**

### *Article 3.3.1 – Caractéristiques des rejets externes*

Les valeurs limites ci-dessous s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

### *Article 3.3.2 – Valeurs limites d'émission*

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie :

**Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejets EU 1b, EP 1 et EP 2**

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Température (°C)	< 30°C
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
couleur	Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

<b>Paramètres</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Concentration journalière maximale (mg/l)</b>
MES	1305	35
DBO5	1313	30
DCO	1314	125
Indice phénols	1440	0,3
Cyanures libres	1390	0,1
Plomb	1382	0,1
Cuivre	1392	0,15
Chrome VI	1371	0,05
Chrome	1389	0,1
Nickel	1386	0,2
Zinc	1383	0,8
Etain	1380	2
Manganèse	1394	1
Métaux totaux(**)	8095	15
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1
Fer + Aluminium	7714	5
Hydrocarbures totaux	7009	5
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	7073	15
Cadmium	1388	0,03
Mercuré	1387	0,03
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	0,025
Benzo(a)pyrène	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	5535	
Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	5536	
Arsenic	1369	0,025
Dichlorométhane	1168	0,1

(\*\*) Métaux totaux : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

#### **ARTICLE 3.4 – Surveillance des rejets aqueux**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.3 est effectuée **au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement** pour les rejets **EU 1b, EP 1 et EP 2**.

#### **ARTICLE 4 : PUBLICITÉ**



En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHALON-SUR-SAÔNE peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Saône-et-Loire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ESKA.

## **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application des articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 6 : EXÉCUTION – AMPLIATION**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection de l'environnement, le maire de la commune de CHALON-SUR-SAÔNE et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

22 DEC. 2022

Le préfet



Yves SÉGUY



# ANNEXE 1 – PLAN DE MASSE DE L'ÉTABLISSEMENT



Vu pour être annexé à  
 notre arrêté en date de ce jour  
 Mâcon, le 22 DEC. 2022  
 Le Préfet  
 Yves SÉGUY

